

ANNEXE II-1

AIDE AU STOCKAGE PRIVE DE BEURRE ET BEURRE SALÉ- CAMPAGNE 2013-1

Application du Règlement (CE) n°826/2008

BULLETIN DE SORTIE DE STOCKAGE CONTRACTUEL - DEMANDE DE PAIEMENT DE L'AIDE

Etablir un bulletin par contrat et par sortie.

Conformément au point 5.2 du cahier des charges

A adresser impérativement à :

- **FranceAgriMer**
Services des Aides Communautaires Transverses
Unité-Secteur du Sucre Intervention publique et Stockage Privé
par télécopie au n°01 73 30 30 49,
soit par mail à stockage-prive@franceagrimer.fr
et par courrier : 12 rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS CEDEX
- A l'entrepôt concerné
- Au service territorial de FranceAgriMer

Nature du produit (Cocher le type de produit)

BEURRE BEURRE SALE

N° de contrat (Numéro indiqué sur la lettre d'acceptation de la demande de contrat)

Contractant (Raison sociale et adresse)

N°FranceAgriMer

Entrepôt (Raison sociale et adresse)

..... N°FranceAgriMer si connu

(Réservé à FranceAgriMer) N°FranceAgriMer

Lot

N°lot	En cas de sortie partielle, numéro de la sortie (1 ^{ère} , 2 ^{ème} , 3 ^{ème} ...)	Date sortie de stockage contractuel (jj/mm/aaaa)	Poids (en tonnes)	Nombre de colis	Quantité restant en stock après la sortie (en tonnes)	Réservé à FranceAgriMer

Demande de paiement

Je demande le paiement de l'aide au stockage privé pour le lot faisant l'objet de la présente sortie.
Case à cocher uniquement en cas de sortie totale du lot ou en cas de dernière sortie du lot.

J'ai bien noté que les réfections éventuelles seront calculées par FranceAgriMer sur la base des constatations faites par les contrôleurs.

Je suis informé que, conformément au règlement (CE) n°259/2008, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom/raison sociale, mon adresse et le montant des aides perçues resteraient en ligne sur le site internet du MAAPRAT pendant deux ans. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et libertés » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Fait à....., le

Signature et cachet commercial